

NOTE EXPLICATIVE AU « PROJET DE RESOLUTION DE L'ICCAT SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE »

(Document soumis par les États-Unis, le Royaume-Uni, le Sénégal, la République de Corée, l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Brésil, le Canada et la Norvège)

Le changement climatique altère incontestablement les systèmes aquatiques, avec des conséquences sur les pêches du monde entier, y compris leurs contributions à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Le réchauffement des océans, la hausse du niveau des mers, la fonte de la banquise, la désoxygénation et l'accroissement de l'acidification modifient la structure des écosystèmes et la répartition et l'abondance des espèces marines. L'évolution des conditions océaniques affecte l'emplacement, la saisonnalité et la productivité des stocks de poissons ainsi que les interactions entre les pêcheries et les prises accessoires, les espèces protégées et les autres utilisateurs de l'océan.

Le Sixième rapport d'évaluation du GIEC (Groupe de travail I de 2021, Groupes de travail II et III de 2022) et le Rapport spécial sur les océans et la cryosphère dans le contexte du changement climatique (2019) indiquaient que nombre des changements dus aux émissions de gaz à effet de serre passés et futures sont irréversibles pour des siècles ou des millénaires, notamment les modifications subies par les océans, les calottes glaciaires et le niveau de la mer à l'échelle mondiale. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a cité les récents rapports du GIEC lors de l'élaboration de sa Stratégie relative au changement climatique (SCC) 2022-2031, affirmant que les systèmes agroalimentaires, y compris les pêches, doivent devenir plus résilients face aux impacts actuels et futurs du changement climatique. À la 35ème réunion du Comité des pêches (COFI) de la FAO, le COFI a encouragé la FAO à accroître les connaissances et la sensibilisation aux impacts du changement climatique sur les pêches et l'aquaculture et à fournir une orientation sur les mesures d'adaptation et d'atténuation, en soulignant le besoin d'une orientation sur la gestion de pêches résilientes face au climat, y compris en organisant un atelier avec les organismes régionaux des pêches. En outre, la Résolution sur la pêche durable A/RES/76/71 de l'Assemblée Générale des Nations Unies de 2021 appelle les ORGP à tenir compte du changement climatique dans l'exécution de leur mission. Les organisations internationales des pêches au niveau mondial prennent note des graves conséquences du changement climatique sur les pêches et des connaissances scientifiques et des mesures de gestion adaptative qui pourraient être nécessaires en réponse.

Compte tenu de ce qui précède, les États-Unis proposent une résolution visant à engager les discussions sur l'impact du changement climatique sur les pêches dans le contexte de l'ICCAT. Le projet de résolution demande à l'ICCAT d'étudier les impacts climatiques sur les stocks partagés et les espèces non-ciblées ; de soutenir les études scientifiques relatives aux effets du changement climatique sur les espèces gérées par l'ICCAT ; et de promouvoir des mesures de conservation et de gestion qui tiennent compte du changement climatique. Reconnaissant qu'il s'agisse d'une question complexe, avec potentiellement des impacts non-linéaires et divers sur les stocks et leurs habitats, la résolution propose également une réunion conjointe d'experts entre le SCRS et les Sous-commissions de la Commission. Ce sujet nécessite un dialogue entre scientifiques et gestionnaires, non seulement pour mieux comprendre quelles informations actuelles du SCRS pourraient être pertinentes pour cette question mais aussi pour discuter des lacunes de la Commission dans la compréhension des impacts climatiques sur les pêcheries de l'ICCAT qu'il est impératif de combler à l'appui des futures décisions de gestion. Ces travaux de base sont essentiels pour permettre à la Commission d'identifier comment elle pourrait s'adapter aux défis posés par le changement climatique.

La large représentation et la vaste structure de gestion de l'ICCAT la place en position de force pour apporter son leadership et son expertise aux discussions mondiales concernant la gestion internationale de pêches résilientes face au climat. Une gestion des pêches efficace dépend d'informations robustes sur les conditions des écosystèmes marins passés, actuelles et projetées à l'avenir. L'attention portée à ces questions pourrait donner lieu à de meilleures projections qui amélioreront les évaluations des stocks, évalueront les risques et évalueront les meilleures stratégies de gestion dans le cadre d'un ensemble de conditions climatiques et océaniques futures probables. L'action de l'ICCAT sur le climat dès maintenant est déterminante pour développer des régimes de gestion plus flexibles, réactifs et adaptatifs pour nos ressources marines partagées à l'avenir.

PROJET DE RÉSOLUTION DE L'ICCAT SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

(Document soumis par les États-Unis, le Royaume-Uni, le Sénégal, la République de Corée, l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Brésil, le Canada et la Norvège)

RECONNAISSANT les initiatives internationales menées en réponse au changement climatique et à ses effets, y compris à travers la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Accord de Paris et le Pacte de Glasgow pour le climat ;

NOTANT les travaux du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, en faisant particulièrement référence au Rapport spécial sur les océans et la cryosphère dans le contexte du changement climatique (2019) et au Sixième rapport d'évaluation (2022) ;

CONSCIENTE que, en septembre 2022, au Comité des pêches (COFI) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'accent a été mis sur la nécessité d'établir des orientations sur la gestion des pêches résilientes face au climat, incluant un processus permettant de faciliter la coordination et la coopération entre les ORGP/ORP ;

RECONNAISSANT que le changement climatique pose, tant à court terme qu'à long terme, de considérables difficultés pour les Organisations régionales de gestion des pêches (ORGP), dont la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT), compte tenu de leurs vastes implications à long terme pour l'océan, les spécimens qui y vivent, les écosystèmes qui en sont les composantes fondamentales et les personnes et les communautés qui en dépendent ;

CONSCIENTE que le Comité permanent pour la recherche et les statistiques (SCRS), notamment son Sous-comité des écosystèmes et des prises accessoires, et les organes scientifiques d'autres ORGP évaluent les impacts du changement climatique et des autres dommages environnementaux associés sur les stocks cibles de l'ICCAT, les espèces non-ciblées et les espèces qui appartiennent au même écosystème que les stocks ciblés ou qui leur sont associées ou en dépendent dans la zone de la Convention ;

RECONNAISSANT la nécessité d'utiliser pleinement les sources de données existantes, de collecter des informations et de mener des recherches additionnelles afin de mieux comprendre les potentiels impacts du changement climatique sur les stocks cibles de l'ICCAT, les espèces non-ciblées et les espèces qui appartiennent au même écosystème que les stocks ciblés ou qui leur sont associées ou en dépendent dans la zone de la Convention, ainsi que les impacts connexes sur les communautés de pêcheurs et les économies des Parties contractantes et des Parties, Entités ou Entités de pêche non contractantes (CPC) de l'ICCAT ;

DÉTERMINÉE à élaborer une gestion efficace et d'autres stratégies et approches permettant de s'adapter aux conditions changeantes et d'améliorer la résilience des stocks, des pêcheries et des écosystèmes connexes de l'ICCAT, ainsi que des communautés de pêcheurs, face au changement climatique ;

RECONNAISSANT l'importance d'étudier les moyens de réduire les impacts climatiques et environnementaux de la Commission en ce qui concerne le fonctionnement de son siège et de ses réunions ;
et

CONSCIENTE que l'ICCAT s'est engagée à mettre en œuvre une approche de précaution de la gestion des pêches, comme reflété dans la *Résolution de l'ICCAT concernant l'utilisation d'une approche de précaution lors de la mise en œuvre des mesures de conservation et de gestion de l'ICCAT* (Rés. 15-12) et dans d'autres recommandations et résolutions adoptées au fil des ans ainsi qu'à travers la référence à l'approche de précaution incluse dans le Protocole d'amendement de la Convention adopté en 2019 ;

LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION
DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE (ICCAT) DÉCIDE CE QUI SUIT:

1. Étudier au cours de ses travaux les potentiels impacts du changement climatique sur les stocks cibles de l'ICCAT, les espèces non-ciblées et les espèces qui appartiennent au même écosystème que les stocks ciblés ou qui leur sont associées ou en dépendent dans la zone de la Convention, ainsi que tous les impacts socio-économiques ou autres impacts connexes sur les pêcheries, y compris sur les CPC et leurs communautés de pêcheurs.
2. Tenir compte, dans toute la mesure du possible, des meilleures informations et avis scientifiques disponibles sur les potentiels impacts du changement climatique sur les stocks, les espèces et les écosystèmes de l'ICCAT susmentionnés et les impacts connexes sur les pêcheries dans l'élaboration de mesures de conservation et de gestion en vue de s'adapter aux conditions changeantes et d'améliorer la résilience de ces stocks, espèces, écosystèmes connexes et pêcheries.
3. Étudier les données existantes et les autres informations recueillies par le SCRS et d'autres organisations internationales pertinentes, et sur cette base, soutenir la collecte de données supplémentaires et la recherche scientifique, le cas échéant, afin d'améliorer la soumission de l'avis du SCRS à la Commission en ce qui concerne de potentielles mesures et approches d'adaptation, de résilience et d'atténuation face au changement climatique. Les domaines d'action devraient inclure, entre autres, la relation entre les conditions océanographiques changeantes résultant du changement climatique et les stocks, les espèces et les écosystèmes de l'ICCAT susmentionnés, et les impacts connexes sur les pêcheries ; les corrélations avec d'autres facteurs qui affectent ces stocks, espèces et pêcheries et l'incertitude associée à la formulation d'avis de gestion. Le Secrétaire exécutif de l'ICCAT, avec la contribution du SCRS et, le cas échéant, du STACFAD, devrait conseiller la Commission sur les fonds et les ressources supplémentaires nécessaires pour entreprendre ces tâches.
4. Étudier la mesure dans laquelle les activités de pêche pourraient être affectées par le changement climatique et examiner s'il existe des mesures qui pourraient être prises afin de réduire ou d'atténuer tout impact potentiel.
5. Étudier la nécessité d'un renforcement des capacités et d'une assistance technique pour améliorer les connaissances scientifiques sur le climat dans la mesure où elles se rapportent à la compréhension, à la prévision et à la façon d'aborder les impacts sur les stocks, les espèces et les écosystèmes de l'ICCAT susmentionnés, et des impacts connexes sur les pêcheries, décrits au paragraphe 1, et rechercher les moyens d'apporter cette assistance, selon que de besoin, avec l'avis du SCRS.
6. Partager l'information sur les initiatives relatives au changement climatique pertinentes pour le secteur de la pêche, y compris, le cas échéant, les efforts entrepris par les CPC pour encourager une empreinte carbone plus faible dans leurs pêcheries relevant de l'ICCAT.
7. Étudier, par le biais du STACFAD et, s'il y a lieu, d'autres organes de l'ICCAT, des approches permettant de réduire les impacts environnementaux et climatiques de la Commission, comme les impacts des émissions de gaz à effet de serre, y compris à travers le fonctionnement du siège et des réunions de la Commission et de ses organes subsidiaires.
8. Afin d'engager les travaux sur le climat au sein de l'ICCAT sans délai, la Commission convoquera une réunion virtuelle d'experts compétents en 2023 d'une durée maximale de trois jours. Plus précisément, une réunion conjointe des experts des quatre Sous-commissions de l'ICCAT et du SCRS (et en particulier de son Sous-comité des écosystèmes et des prises accessoires) sera organisée afin d'étudier les questions identifiées dans la présente Résolution ainsi que toute autre question pertinente liée au climat, selon qu'il convient. Toutes les CPC sont encouragées à participer à la réunion et à inclure des experts en climat dans leur délégation. En outre, des experts externes en climat, notamment ceux ayant une expérience des questions halieutiques, pourraient être invités à se joindre à la réunion, selon les besoins, en tenant compte de l'apport du SCRS.

9. La réunion conjointe indiquée au paragraphe 7 ci-dessus, procèdera, entre autres, à ce qui suit :
 - a. étudier la situation actuelle des connaissances, et les informations disponibles, dont les initiatives pertinentes réalisées actuellement par d'autres ORGP, en plaçant l'accent initialement sur les travaux réalisés à ce jour par le SCRS, en ce qui concerne les impacts potentiels du changement climatique au sein de l'ICCAT ;
 - b. identifier les sources actuelles des données et des informations en lien avec le climat, qui sont pertinentes pour la Commission et le SCRS ;
 - c. identifier les lacunes en matière de données et d'autres difficultés ainsi que les besoins et possibilités de recherches ;
 - d. élaborer un plan de travail visant à orienter les travaux de la Commission sur les questions pertinentes liées au changement climatique ; et
 - e. recommander, si cela est possible et approprié, des mesures potentielles que l'ICCAT pourrait envisager de prendre, y compris à travers une coopération avec d'autres organisations inter-gouvernementales compétentes, afin de remédier aux besoins et difficultés identifiés, ou si cela est plus approprié, que les CPC pourraient, individuellement, envisager de prendre.
10. La Commission choisira le Président de la réunion conjointe d'experts.
11. Le Président de la réunion conjointe d'experts présentera un rapport de la réunion à la Commission. La Commission examinera ce rapport à sa Réunion annuelle de 2023 et décidera des étapes suivantes, y compris le besoin potentiel d'une deuxième réunion conjointe d'experts et/ou d'autres mesures afin de continuer à faire progresser les travaux de l'ICCAT dans cet important domaine.